



**Projet de loi n° 7 visant à réduire la bureaucratie, à accroître l'efficacité de l'État et à renforcer l'imputabilité des hauts fonctionnaires**

Mémoire présenté à la Commission des finances publiques

Présenté le 2 décembre 2025

## **Présentation du Collectif pour le Libre Choix**

Le Collectif pour le Libre Choix, fondé en 1989, est un organisme à but non lucratif d'éducation populaire autonome et féministe œuvrant à la défense collective des droits reproductifs. Notre mission est claire : rassembler les personnes et groupes engagé-es à défendre le droit inaliénable des femmes, des hommes trans, des personnes non-binaire, bispirituelles et intersexe de disposer de leur corps dans la poursuite ou d'interrompre une grossesse imprévue, et à combattre toutes les entraves à cette liberté. Nous militons en faveur de services de planification de naissances complets, accessibles et gratuits, incluant le droit à l'avortement pleinement financé par l'État.

Au cœur de notre action : des ateliers de sensibilisation et des kiosques destinés à démystifier l'avortement, la contraception et les grossesses imprévues, offerts dans les écoles secondaires, maisons de jeunes, centres communautaires et autres lieux publics. Nous soutenons également les personnes dans leur démarche d'interruption volontaire de grossesse. Le Collectif coordonne, en outre, des mobilisations citoyennes et organise des outils d'éducation populaire, de réflexions collectives et des mémoires politiques visant à faire avancer l'accès réel et équitable à la santé reproductive.

Nous regroupons aujourd'hui une trentaine de personnes et structures partenaires solidaires (37 membres lors de l'année 2023–2024), toutes unies derrière une vision de justice reproductive, d'autonomie et d'égalité. Ensemble, nous intervenons auprès des instances gouvernementales, des médias, des milieux scolaires et communautaires, afin de garantir le droit fondamental d'exercer un choix libre, éclairé et sécurisé concernant son corps.

Aux membres de la Commission,

Par la présente, le Collectif pour le libre choix exprime son opposition à la fusion du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) avec le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), prévue par le chapitre IV (titre II) du Projet de loi n° 7. Nous demandons le maintien du FAACA comme structure indépendante relevant de la loi du ministère du Conseil exécutif. En tant qu'organisme dont la mission repose sur la défense collective des droits et la transformation sociale, nous considérons que la fusion proposée menace directement l'autonomie politique nécessaire à notre travail et à celui de l'ensemble des groupes communautaires.

### **Considérations générales**

La fusion du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) avec le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) soulève des enjeux majeurs pour l'avenir de l'action communautaire autonome (ACA) et, plus spécifiquement, pour la défense collective des droits.

La fusion proposée compromet les fondements mêmes de la reconnaissance de l'action communautaire autonome, tels qu'établis dans la Politique gouvernementale de reconnaissance et de soutien de l'action communautaire (2001) et son Cadre de référence (2004), et compromet l'une des protections mise en place pour la défense collective des droits, l'autonomie et la transformation sociale. Il s'agit d'un dangereux précédent qui laisse craindre une multiplication des atteintes à l'autonomie pour l'ensemble des organismes communautaires.

Le FAACA constitue une structure indépendante garantissant que les organismes d'action communautaire autonome dont la mission principale est la défense collective des droits puissent exercer leur rôle critique sans craindre de perdre leur financement. Il représente bien plus qu'une simple source de financement : il incarne la reconnaissance par l'État du rôle de contre-pouvoir des organismes d'action communautaire autonome, en particulier ceux dont la mission principale est la défense collective des droits. Il reconnaît que ce rôle est légitime et nécessaire à une démocratie saine.

La fusion proposée constitue une menace directe à cette autonomie. En diluant le mandat spécifique du FAACA dans une structure plus large et en supprimant la garantie de neutralité institutionnelle, le gouvernement compromet la capacité des organismes d'action communautaire autonome à exercer leur rôle de « gardien » des droits humains et de la démocratie.

Comme organisme qui intervient pour garantir l'accès à des services de santé reproductive et pour sensibiliser la population aux droits fondamentaux, nous savons que la capacité d'agir comme contre-pouvoir est essentielle pour protéger ces droits.

### **Considérations particulières**

Le FAACA et le FQIS reposent sur des philosophies de gouvernance et des logiques de financement historiquement distinctes : le FAACA s'inscrit dans une approche fondée sur

l'autonomie politique, le financement à la mission et la reconnaissance nationale, alors que le FQIS repose sur une logique d'initiatives ponctuelles, de projets cadrés par les priorités gouvernementales et d'une gestion régionale. Les réunir revient à fusionner deux visions contradictoires du rôle et de la place de l'action communautaire dans l'État.

La principale conséquence est la suppression de la neutralité institutionnelle qui garantit l'indépendance des organismes de défense collective des droits. Créé comme un fonds autonome ayant une distance critique par rapport aux ministères, le FAACA constitue un mécanisme prévu par la Politique de reconnaissance de l'ACA pour éviter les conflits d'intérêts et protéger l'autonomie politique des organismes dont le rôle consiste parfois à contester les décisions gouvernementales. Son intégration dans le FQIS élimine cette garantie fondamentale, ce qui fragilise la capacité des organismes à défendre les droits sans pression structurelle ou politique.

Le nouveau fonds proposé (FQISAC), rattaché à la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, élargit son objet pour inclure l'action communautaire et même l'aide humanitaire internationale. Cette architecture institutionnelle dilue la mission spécifique de défense collective des droits, qui se retrouve noyée dans un ensemble d'objectifs plus larges liés à la lutte contre la pauvreté et aux initiatives sociales. Elle affaiblit également la reconnaissance accordée par la Politique de 2001 à la nécessité d'un mécanisme de financement distinct et protégé pour la défense collective des droits.

Ce changement structurel porte atteinte au rôle de contre-pouvoir joué par les organismes communautaires autonomes. En démantelant la protection financière conçue pour soutenir leur fonction critique, la fusion menace leur capacité à agir comme acteurs de transformation sociale et à défendre les personnes marginalisées face aux rapports de pouvoir institutionnels.

Justifier cette transformation au nom de l'efficacité administrative revient à subordonner l'autonomie politique de l'ACA à des impératifs bureaucratiques. Une telle approche banalise le caractère alternatif et transformateur de l'action communautaire autonome, dont la reconnaissance officielle risque d'être affaiblie au profit d'une vision gestionnaire et technocratique.

Enfin, intégrer le FAACA dans le FQIS sera considéré, par le mouvement, comme une rupture de l'engagement gouvernemental envers sa Politique de reconnaissance de l'action communautaire autonome.

La justice sociale et l'égalité ne peuvent être atteintes si les organismes qui défendent les droits sont fragilisés par des structures qui subordonnent leur autonomie à des impératifs bureaucratiques.

## **Recommandations**

Ces recommandations visent à préserver la capacité des organismes de défense collective des droits à agir comme contre-pouvoir et à protéger les droits fondamentaux, notamment en matière de justice reproductive :

1. Retirer le chapitre IV (titre II) prévoyant la fusion du FAACA avec le FQIS.
2. Maintenir le FAACA comme structure indépendante avec son mandat spécifique de soutien aux organismes de défense collective des droits.

Pour le Collectif pour le Libre Choix, préserver le FAACA, c'est préserver la démocratie, l'autonomie et la capacité des groupes à défendre les droits humains, dont les droits reproductifs. Nous comptons sur la Commission pour maintenir les fondements de la reconnaissance de l'action communautaire autonome et protéger la capacité des organismes à défendre les droits humains.